

La réforme de l'Union économique et monétaire : l'ambition politique ou la fracture



Auteur : Dominique
Perrut

La réforme de l'Union économique et monétaire engagée par le Conseil Européen de juin 2012 se présente comme une réponse durable aux faiblesses intrinsèques de l'euro, dont la crise aiguë, de 2010 à 2012, a constitué le révélateur. Le Conseil européen des 19 et 20 décembre passera en revue sur ce programme reposant sur deux piliers, l'Union bancaire et la gouvernance économique. Cette étude montre les avancées décisives de cette réforme ainsi que ses faiblesses potentielles.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Editorial - Dons - Elections - Appli/mobiles - France/Hongrie **Crise financière** : Eurogroupe - Bulgarie - Danemark - Estonie - Finlande - Grèce - Italie - Lituanie - Pologne - Slovaquie - Slovénie **Parlement** : BCE - Pêche - Travail - Ukraine - Diplomatie - Immobilier **Conseil** : Emploi - Economie/Finances - Énergie - Environnement **Commission** : Colis **Cour** : OGM **Diplomatie** : Conflits/Crises - Diplomatie **Agences européennes** : Avions **Allemagne** : Gouvernement **Autriche** : Gouvernement **Espagne** : Catalogne - Train **Irlande** : Sortie/bailout **Italie** : Confiance **Rép. tchèque** : Gouvernement **Roumanie** : Corruption **Ukraine** : Crise **Espace** : Arianespace **Conseil de l'Europe** : Candidature **Etudes/Rapport** : Parité - Chypre **Eurostat** : Commerce - Agriculture - PIB **Eurobaromètre** : Parlement **Culture** : Prix LUX - Internet/Libertés - Expo/Berlin

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

France-Allemagne, le devoir d'une relance



Dans un éditorial publié sur son site Internet, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, se félicite du nouveau gouvernement allemand. Il estime dorénavant que les dirigeants allemands et français doivent prendre un "véritable engagement européen". "2014 est l'année du renouvellement de toutes les institutions européennes. La France et l'Allemagne peuvent proposer et imposer à ceux qui vont être chargés de les incarner un cahier des charges précis qui modifie les pratiques institutionnelles, qui adapte leur manière de conduire leurs politiques aux nécessités économiques et sociales, qui rendent plus démocratiques et donc mieux acceptées leurs décisions. Ils peuvent aussi décider de mettre en oeuvre ensemble quelques initiatives nouvelles en termes de fiscalité, de politique économique, de vision sociale, de politique étrangère. Pour cela, il n'est nul besoin de changer les traités. Il convient seulement de penser l'Europe en termes politiques, c'est-à-dire bâtie sur une volonté de la rendre plus efficiente"... [Lire la suite](#)

action



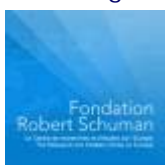
Noël approche à grands pas ainsi que la fin de l'année fiscale. La Fondation Robert Schuman, présente également à Bruxelles, figure parmi les premiers laboratoires d'idées ; elle travaille en réseau avec de nombreux experts et partenaires internationaux. Elle analyse les politiques européennes et met à la disposition des décideurs et du public ses propositions. Nous avons besoin de votre aide pour poursuivre notre tâche. Vous avez la possibilité de nous aider par un don, dont vous pourrez déduire 66% dans votre prochaine déclaration fiscale, à condition qu'il soit effectué avant le 31 décembre 2013. Votre soutien nous sera très précieux et nous vous en remercions par avance... [Lire la suite](#)

Découvrez notre site "Elections européennes"



A six mois des élections européennes des 22-25 mai 2014, la Fondation Robert Schuman lance son site Internet spécialement consacré au scrutin européen. Il met à disposition toutes les informations pour connaître le Parlement européen (son histoire, son organisation, ses pouvoirs et ses travaux) et comprendre le vote aux élections européennes. Le site met en ligne une carte interactive offrant toutes les informations politiques, économiques, les procédures et les règles électorales, ainsi que les résultats de 2009 dans les Etats membres. Dans quelques semaines, vous pourrez y suivre la campagne électorale dans chaque Etat de l'Union, grâce aux analyses détaillées et régulières de nos 28 correspondants. Un fil Twitter complètera ce service. N'attendez plus, connectez-vous!.. [Lire la suite](#)

Téléchargez notre appli "Fondation Robert Schuman"!



La nouvelle application "Fondation Robert Schuman" est disponible sur l'Apple store et Google play. Elle remplace l'application existante Euscope, pour ceux qui la connaissent. Où que vous soyez, suivez l'actualité européenne en temps réel. Retrouvez également nos dernières publications, événements, papiers d'opinions. Abonnez-vous, c'est gratuit. L'application sera prochainement disponible en anglais...

[Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conférence sur les relations entre la France et la Hongrie



Pour célébrer le 50e anniversaire du renforcement des relations diplomatiques entre la France et la Hongrie, la Fondation Robert Schuman et l'Ambassade de Hongrie à Paris organisent une conférence le 17 décembre 2013 intitulée "La France, la Hongrie et l'Europe centrale. Regards croisés franco-hongrois". Diverses personnalités du monde politique, académique et médiatique franco-hongrois viendront témoigner et enrichir les débats modérés par Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman. L'inscription est obligatoire... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Retour de la croissance dans la zone euro



Le 9 décembre 2013, les 17 ministres des Finances de la zone euro ont salué le retour à la croissance de la zone euro. Les rendements souverains ont diminué et les conditions de financement des banques se sont améliorées. Toutefois, les ministres ont souligné qu'il était nécessaire d'achever l'Union bancaire pour la fin de l'année et que les réformes structurelles ainsi que le maintien de l'équilibre budgétaire restaient des priorités. Par ailleurs, ils ont approuvé la seconde évaluation du programme chypriote. Les objectifs budgétaires ont été atteints et des progrès importants ont été accomplis en vue de la recapitalisation et la restructuration du secteur financier. Enfin, ils ont salué l'examen final du programme irlandais... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le parlement bulgare approuve le budget 2014



Le parlement bulgare a définitivement adopté le 9 décembre 2013 le budget 2014, se basant sur une croissance de 1,8% du Produit intérieur brut (PIB), un déficit public de 1,8% du PIB et une inflation moyenne de 1,8%. Le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 1,6% du PIB bulgare pour 2014... [Lire la suite](#)

Le Danemark en passe de retrouver une bonne santé économique



Le 12 décembre 2013, le ministère danois de l'Économie et des Finances a publié un rapport sur la situation économique du pays. Il en conclut que le rétablissement de l'économie danoise s'est accéléré en 2013. "Cela ne va pas vite, mais l'amélioration devient de plus en plus visible", a-t-il annoncé. En 2013, la production, l'emploi et la confiance des marchés se sont améliorés... [Lire la suite](#)

Le parlement estonien adopte le budget pour 2014



Le parlement estonien a adopté le 11 décembre 2013 le budget pour 2014 qui table sur une croissance de 3,6% du PIB. L'Estonie, l'un des pays à avoir les finances publiques les plus saines en Europe, prévoit pour 2014 un déficit de 0,4%, selon le projet de budget adopté par 59 députés; contre 41... [Lire la suite](#)

Un bilan des finances finlandaises en demi-teinte, selon la Banque de Finlande



La Banque de Finlande a publié, le 12 décembre 2013, son cinquième bulletin économique de l'année 2013 dans lequel elle établit le bilan des finances du pays. Pour ce qui est de la croissance du PIB, elle prévoit un taux moins élevé en 2013 qu'en 2012. Cette croissance devrait continuer à être lente en 2014, pour redémarrer en 2015. La balance commerciale devrait passer du déficit au surplus en 2014. Si la détérioration de l'emploi et de la confiance des consommateurs avaient conduit à une baisse de la consommation privée en 2013, la consommation devrait reprendre en 2015. Malgré ces prévisions peu optimistes, la Finlande reste l'un des quatre derniers pays européens à conserver la note triple A... [Lire la suite](#)

Grèce : hausse du chômage en septembre 2013



L'Institut grec des statistiques a publié le 11 décembre 2013 un dossier sur le marché du travail. En septembre 2013, le chômage s'élève à 27,4% par rapport à 27,3% enregistré en août 2013 et à 26% enregistré en septembre 2012. Le nombre de travailleurs en septembre 2013 a baissé de 54 128 personnes par rapport à septembre 2012 avec un taux de décroissance de 1,5%. En revanche, les chômeurs sont plus nombreux, à hauteur de 77 161 personnes, avec un taux de croissance de 5,9%. Par ailleurs, il y a eu une réduction de 25 175 personnes de la population inactive par rapport à septembre 2012... [Lire la suite](#)

Italie : stagnation de l'économie au 3e trimestre 2013



Le 10 décembre 2013, l'Institut italien des statistiques (ISTAT) a publié les données sur le PIB du pays au 3e trimestre 2013. Selon l'ISTAT, le PIB n'a subi aucune variation par rapport au trimestre précédent, mais il a enregistré une baisse de 1,8% par rapport au 3e trimestre 2012. Par rapport au 3e trimestre 2012, les dépenses de consommation ont baissé de 1,5% et les importations de 1,2% ; en revanche les exportations sont restées stables... [Lire la suite](#)

Le parlement lituanien approuve le budget pour l'année 2014



Le 12 décembre 2013, le parlement lituanien a approuvé le projet de budget pour l'année 2014. En vue d'une adhésion prochaine du pays à la zone euro, le budget est limité à un déficit de 1,9%, bien plus bas que 2,9% attendu cette année. Le budget prévoit également une croissance de 3,4% pour l'année 2014. Il a été approuvé par 81 députés, contre 32 et 14 abstentions... [Lire la suite](#)

La Diète polonaise approuve le budget 2014



La Diète (chambre basse) polonaise a adopté le 13 décembre 2013 le budget de 2014, avec un déficit des finances publiques de 3,6% du Produit intérieur brut (PIB) contre 4,1% attendu en 2013. Approuvée par 235 voix contre 213, la loi de finances pour 2014 table sur une croissance économique de 2,5% et une inflation annuelle moyenne de 2,4%... [Lire la suite](#)

Le parlement slovaque approuve le budget 2014



Le parlement slovaque a adopté le 12 décembre 2013 un budget serré pour 2014, visant à réduire le déficit public à 2,64% du Produit intérieur brut (PIB), contre environ 3% prévu cette année, soit le plafond pour les membres de la zone euro. "L'objectif de ce budget est de couper le déficit, tout en stimulant la croissance, la création d'emplois et la hausse du niveau de vie", a déclaré le ministre des Finances Peter Kazimir après le vote. Le budget 2014 table sur une croissance du PIB de 2,2%, après une hausse de 0,8% prévue cette année. Les dépenses s'élèveront à 17,4 milliards d'euros, et les recettes à 14,1 milliards... [Lire la suite](#)

La Banque de Slovaquie publie les résultats des tests de résistance bancaire



Le 12 décembre 2013, la Banque de Slovaquie ainsi que le gouvernement ont publié les résultats d'une série de tests de résistance bancaire effectués auprès de 10 banques représentant 70 % du système bancaire slovaque. Les résultats montrent que le déficit de ces banques s'élèverait à 4,778 milliards d'euros, dont 3 milliards pour les trois principales banques. L'examen a été mené à partir d'août 2013. Il a été supervisé par l'Union européenne et a évalué la robustesse du système bancaire. La recapitalisation interviendra après l'accord de la Commission européenne, selon le président de la Banque centrale, Bostjan Jazbec. Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a salué la transparence de la Slovaquie quant à ces résultats. Dans un communiqué, il s'est dit confiant pour l'avenir du pays... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Parlement :

Les députés débattent des activités de la BCE



Le 12 décembre 2013, les députés européens ont examiné le travail de la Banque centrale européenne (BCE), en présence de son président Mario Draghi. Ils ont conseillé à ce dernier de soutenir davantage l'économie réelle et les petites et moyennes entreprises (PME). Les députés l'ont ensuite interrogé quant aux étapes nécessaires pour achever l'union bancaire. Par ailleurs, ils ont adopté une résolution qui soutient les actions entreprises par la BCE mais met en garde contre le risque de dépendance des banques et des gouvernements. De plus, la résolution souligne la disparité entre les taux d'intérêt et l'accès au financement des PME dans la zone euro et demande à la BCE de s'attaquer au problème. Enfin les députés européens ont entériné la nomination d'une femme, Daniele Nouy, à la présidence du Conseil de surveillance de la BCE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Réforme de la politique commune de la pêche



Le 10 décembre 2013, les députés européens ont adopté le paquet de réformes sur la politique commune de la pêche (PCP) qui comprend des mesures pour mettre fin à la surpêche et une interdiction de rejeter les poissons en mer. Ils ont révisé les règles d'étiquetage afin que le consommateur soit mieux informé. Par ailleurs, ils ont interdit par 567 voix, contre 91 et 32 abstentions, le chalutage de fond dans les zones comprenant des écosystèmes marins fragiles qui seront répertoriés par la Commission européenne. En revanche, l'amendement demandant une élimination générale du chalutage de fond a été rejeté par 342 voix, contre 326 et 19 abstentions... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour la période 2014-2020



Les députés européens ont le 10 décembre 2013 adopté une résolution par 543 voix, contre 126 et 22 abstentions afin de maintenir l'aide de l'Union européenne auprès des travailleurs licenciés pour la période 2014-2020. Cette aide a été étendue aux indépendants et aux travailleurs sous contrat à durée déterminée... [Lire la suite](#)

Davantage de soutien pour les partenaires orientaux



Les députés européens ont adopté une résolution le 12 décembre 2013 afin de soutenir davantage les partenaires orientaux de l'Europe. Le texte précise que l'Union européenne doit avoir recours à une politique plus souple mobilisant l'ensemble de ses instruments. Ils invitent les Etats membres à envoyer un message politique fort lors du Conseil européen des 19 et 20 décembre. Par ailleurs, ils ont condamné la pression de la Russie sur l'Ukraine et l'Arménie, décourageant ces pays à signer les accords d'association avec l'Union, et ont demandé aux Etats membres et à l'Union de réagir. Dans ce cadre, ils ont

invité la Commission européenne à prendre des mesures dans le cas où la Russie enfreindrait les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en imposant des sanctions commerciales à des fins politiques... [Lire la suite](#)

51 milliards d'euros pour la politique étrangère



Le 11 décembre 2013, les députés européens ont accordé plus de 51 milliards d'euros pour la période 2014-2020 à six fonds de la politique étrangère (Instrument d'aide de préadhésion (IAP II), Instrument de partenariat (IP), Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ISP), Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), Instrument de coopération au développement (ICD), et Instrument européen de voisinage (IEV)). Ces fonds prendront en charge l'instrument d'aide de préadhésion, l'aide aux pays voisins et aux partenaires de l'Union, et les mesures pour le maintien de la paix, la démocratie, et les droits de l'homme... [Lire la suite](#)

Mieux informer et protéger les acquéreurs immobiliers



Les députés européens ont adopté par 596 voix pour, 65 voix contre et 31 abstentions des mesures afin que les acquéreurs immobiliers au sein de l'Union européenne soient pleinement informés des risques liés à la contraction d'un prêt, mais aussi pour qu'ils soient protégés contre de tels risques. Les nouvelles dispositions font l'objet d'un accord avec les États membres... [Lire la suite](#)

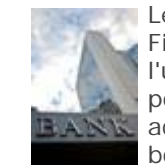
Conseil :

Travailleurs détachés : lutter contre les abus



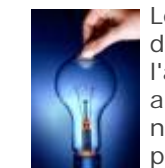
Les 9 et 10 décembre 2013, les 28 ministres de l'emploi se sont mis d'accord sur les modifications à apporter à la réglementation européenne concernant les travailleurs détachés. Ils ont défini une orientation générale afin de renforcer la coopération entre les services publics de l'emploi notamment pour empêcher les fraudes concernant les travailleurs détachés. Ils ont pris note des rapports d'avancement sur la directive améliorant l'équilibre hommes-femmes au sein des conseils d'administration. Des recommandations sur les mesures d'intégration des Roms au sein des États membres ont été adoptées. Concernant le volet "Santé", les ministres ont réfléchi à des systèmes de santé modernes, adaptés et durables. Ils ont discuté de deux projets de règlements sur les dispositifs médicaux. Enfin, ils ont examiné l'état d'avancement de la directive sur le tabac au sein de l'UE... [Lire la suite](#)

Pas encore d'accord sur l'Union bancaire



Le 10 décembre 2013, les ministres en charge de l'Economie et des Finances de l'Union européenne ont avancé dans leurs négociations sur l'union bancaire, mais ne sont pas parvenus à s'entendre sur tous les points et devront se revoir pour tenter de sceller un accord final. Ils ont accompli des "progrès décisifs" mais n'ont cependant pas réussi à boucler leurs difficiles négociations sur le mécanisme de résolution, qui doit permettre de régler le sort des banques en difficultés de la zone euro en évitant autant que possible de recourir à l'argent public. Ils devraient se revoir le 18 décembre. Par ailleurs, la Pologne va obtenir un an de plus, soit jusqu'en 2015, pour ramener son déficit dans les normes européennes... [Lire la suite](#)

Vers l'achèvement du marché intérieur de l'énergie



Les ministres de l'Énergie de l'Union européenne ont approuvé le 12 décembre 2013 le rapport sur les progrès accomplis concernant l'achèvement du marché intérieur de l'énergie. Ils ont également approuvé le rapport sur l'évolution de politique énergétique de l'Union au niveau de sa dimension extérieure. Enfin, les ministres ont examiné un projet de directive sur le changement indirect d'utilisation des sols (CASI) modifiant les directives sur la qualité du carburant et sur les énergies renouvelables. Cependant, aucun accord politique n'a été trouvé puisque plusieurs questions restent en suspens... [Lire la suite](#)

Prévention et gestion des espèces exotiques envahissantes

Le 13 décembre 2013, les 28 ministres en charge de l'environnement ont débattu du projet de règlement relatif à la prévention et à la



gestion et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes. Par ailleurs, ils ont échangé leur point de vue sur le projet de règlement visant à mettre en place un système de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de CO2 du transport maritime. Ils ont également adopté des règlements sur les instruments de coopération pour la sûreté nucléaire ainsi que la participation de la Suisse au programme Erasmus +... [Lire la suite](#)

Commission :

Achèvement du marché unique concernant la livraison de colis



La Commission a adopté le 16 décembre 2013 une communication sur l'achèvement du marché unique de la livraison des colis pour stimuler le commerce électronique dans l'Union européenne et permettre aux détaillants en ligne et aux consommateurs d'avoir accès à des services de livraison de colis à des prix abordables et de qualité élevée... [Lire la suite](#)

Cour :

OGM : Annulation de la mise sur le marché d'Amflora



Le 13 décembre 2013, la Cour de justice de l'Union européenne a annulé les décisions de la Commission européenne autorisant la mise sur le marché de la pomme de terre génétiquement modifiée Amflora. Le tribunal a constaté que la "Commission a violé les règles procédurales des régimes d'autorisation des organismes génétiquement modifiés (OGM)". La Cour de Luxembourg estime que si la Commission avait respecté les règles, le résultat de la procédure aurait pu être substantiellement différent... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Une approche plus globale à l'égard des conflits et des crises externes



Le 11 décembre 2013, la Haute Représentante de l'Union européenne et la Commission européenne ont adopté une communication conjointe présentant les mesures concrètes pour que l'Union adopte une approche globale à l'égard des conflits et des crises externes. L'Union dispose d'un vaste éventail d'instruments allant de la diplomatie à l'aide humanitaire qu'elle doit utiliser de manière plus cohérente et efficace. Parmi les dispositions, la communication propose de définir la notion de "situation de crise potentielle" ; de mettre l'accent sur la prévention ; d'assurer un engagement sur le long terme tout en veillant à la mise en oeuvre des engagements et des actions à court terme ; de renforcer les liens entre les différents domaines d'intervention ; de mieux exploiter le rôle joué par les délégations de l'UE ainsi que de renforcer et d'améliorer la coopération avec des partenaires tels que les Nations unies, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou l'Union africaine, sans oublier la société civile. Enfin, le texte souligne la responsabilité conjointe des institutions européennes et des Etats membres... [Lire la suite](#)

Guinée, Liban, Moyen Orient



Le 16 décembre 2013, les 28 ministres des Affaires étrangères ont examiné la situation dans la région des Grands Lacs, au Proche et Moyen Orient et au Liban. Le 12 décembre, les ministres du Développement ont décidé que les conditions étaient réunies pour reprendre la coopération au développement avec la République de Guinée. Par ailleurs, ils ont pris note des travaux sur le financement afin d'éradiquer la pauvreté et d'assurer un développement durable, au-delà de 2015. De plus, ils ont débattu de la cohérence des politiques pour le développement. Enfin, ils ont adopté des mesures de gestion de transition pour le Fonds européen de développement (FED)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Agences européennes :

Utilisation d'appareils électroniques portables à bord d'avion



L'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) a autorisé, le 9 décembre 2013, l'utilisation d'appareils électroniques portables comme les smartphones et les tablettes, en "mode avion", c'est-à-dire sans connexions réseau, à bord des avions lors de la durée du voyage, sans

risque pour la sécurité. Le Commissaire européen en charge des transports, Siim Kallas, a déclaré que "nous franchissons une première étape dans l'assouplissement des règles d'utilisation des dispositifs électroniques à bord des avions en toute sécurité lors des phases de roulage, de décollage et d'atterrissage. La prochaine étape concernera la connexion au réseau à bord d'un avion..." [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Gouvernement de grande coalition



Le 15 décembre 2013, Angela Merkel a annoncé la composition du gouvernement de coalition CDU/CSU et SPD après le vote favorable des militants du SPD le 14. Wolfgang Schäuble est reconduit au ministère des Finances, Ursula von der Leyen devient ministre de la Défense, Thomas de Maizière passe à l'Intérieur, Hermann Gröhe prend le ministère de la Santé, Joanna Wanka reste ministre de l'Education et Peter Altmaier devient ministre chargé de la Chancellerie. La CSU obtient 3 portefeuilles : Alexander Dobrindt prend la tête d'un ministère des Transports et des Infrastructures numériques, Hans-Peter Friedrich est nommé à l'Agriculture et Gerd Müller au Développement. Le SPD a 6 ministres : Sigmar Gabriel, vice-chancelier et ministre de l'économie et de la transition énergétique, Frank-Walter Steinmeier, ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, ministre de la justice, Andrea Nahles, ministre du travail et des affaires sociales, Manuela Schwesig, ministre de la famille et des femmes et Barbara Hendricks, ministre de l'environnement... [Lire la suite](#)

Autriche :

Gouvernement de "grande coalition" en Autriche



Le 16 décembre 2013, le nouveau gouvernement de grande coalition entre le SPÖ et l'ÖVP est entré en fonction. Il comprend 14 ministres dont 4 femmes. Le plus jeune membre du gouvernement a 27 ans. En effet, les sociaux-démocrates et les conservateurs autrichiens (SPÖ et ÖVP) avaient annoncé le 13 décembre 2013, dans une conférence de presse conjointe, le programme du gouvernement de "grande coalition" qui devrait conduire l'Autriche hors de la crise économique d'ici à 2018. Au centre du programme figure l'engagement de réduire la dette du pays et de porter le déficit public à zéro d'ici à 2016. Le gouvernement doit aussi approuver des réformes structurelles, notamment une hausse de l'âge de départ à la retraite et une amélioration du système administratif. Enfin, il est prévu la présentation d'un pacte pour la croissance... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Espagne :

Madrid condamne le référendum sur l'indépendance de la Catalogne



Le 12 décembre 2013, le président de la Généralité de la Catalogne, Artur Mas, a annoncé que le référendum sur l'indépendance de l'Espagne se tiendrait le 9 novembre 2014. Aux citoyens de la région seront posées deux questions : "Voulez-vous que la Catalogne devienne un Etat?" et "Voulez-vous que cet Etat soit indépendant?". Le même jour, lors de sa rencontre à Madrid avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a affirmé que le référendum était inconstitutionnel et ne pouvait donc pas avoir lieu. Il a aussi fait appel au sens de la responsabilité du président catalan et à son engagement à ne pas violer les lois. De son côté, M. Van Rompuy a souligné que l'indépendance de la région de la Catalogne impliquait aussi sa sortie de l'Union. Elle devrait alors renégocier son adhésion conformément à l'article 49 du traité sur l'Union européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

TGV Paris-Barcelone



La première ligne à grande vitesse reliant directement Barcelone à Paris a ouvert le 15 décembre 2013. Frédéric Cuvillier, ministre français délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, Ana Pastor, ministre espagnole chargée des Transports, et Jorge Fernández Díaz, ministre espagnol de l'Intérieur, ont inauguré le 15 décembre 2013 la nouvelle offre ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne dans le train inaugural entre Perpignan et Barcelone. La SNCF et RENFE proposent désormais cinq allers-retours quotidiens entre la France et l'Espagne. Barcelone se situe alors à 6h25 de Paris, 4h55 de Lyon et 4h20 de Marseille... [Lire la suite](#)

Irlande :

L'Irlande sort du plan international d'aide



Le 15 décembre 2013, l'Irlande est devenu le premier pays ayant bénéficié d'un plan d'aide international à s'affranchir de la tutelle de la Troïka, composée de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international. L'Irlande peut désormais emprunter sur les marchés pour se financer. Néanmoins, cela ne signifie pas que la situation économique de l'Irlande soit au beau fixe : le chômage est encore important, la pauvreté a augmenté depuis 2010, les investissements sont moins nombreux et la croissance reste ralentie. L'Irlande entend bien améliorer ses indicateurs économiques dans les prochaines années. Le FMI a versé le 13 décembre sa dernière tranche d'aide... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Le gouvernement Letta obtient la confiance au Parlement



Après la scission du "Peuple des libertés" et le passage dans l'opposition de "Forza Italia", le parti de Silvio Berlusconi, le gouvernement d'Enrico Letta a remporté, le 11 décembre 2013, la confiance à la Chambre des députés (379 voix sur 591) et au Sénat (173 voix sur 300). Dans son discours devant l'Assemblée, M. Letta a parlé d'une majorité gouvernementale jouissant d'une plus grande cohésion. Il a évoqué sa volonté de proposer un pacte de gouvernement "Impegno 2014" (Engagement 2014) afin de réaliser les réformes structurelles dont le pays a besoin. Dans son discours, M. Letta a aussi critiqué la montée du populisme en se référant notamment au parti de Beppe Grillo, le "Mouvement 5 étoiles"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Rép. tchèque :

Accord de coalition gouvernementale



La future coalition gouvernementale tchèque a assuré le 13 décembre 2013 qu'elle ferait de la consolidation de la croissance sa priorité, dans ce pays de 10,5 millions d'habitants à peine sorti d'une longue récession. Trois partis disposant d'une majorité parlementaire de 111 députés sur 200, les sociaux-démocrates (CCSD), le mouvement populiste ANO et les chrétiens-démocrates (KDU-CLS), ont dévoilé les détails de leur accord de coalition. Le chef du CSSD, vainqueur des élections législatives, Bohuslav Sobotka, pressenti au poste de Premier ministre, a indiqué vouloir changer de politique économique pour se concentrer sur le niveau de vie, l'emploi, le soutien à la croissance économique et l'investissement... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Le parlement roumain adopte une loi élargissant l'immunité parlementaire



Le 10 décembre 2013, le parlement roumain a approuvé un amendement au code pénal national garantissant un élargissement de l'immunité des parlementaires. La majorité a approuvé un amendement qui, selon le parquet anticorruption, signifie que les parlementaires "ne pourront plus être poursuivis et sanctionnés par des infractions de corruption [...] commises dans l'exercice de leur fonction". La loi a été critiquée par la presse nationale, ainsi que par la Commission européenne qui s'est exprimée contre cet amendement. Selon elle, cette loi fait reculer le pays sur la thématique de la lutte contre la corruption. Le président roumain, Traian Basescu, a critiqué la décision du parlement roumain. Le 12 décembre, le Premier ministre roumain Victor Ponta a également demandé une nouvelle discussion sur la loi... [Lire la suite](#)

Ukraine :

L'UE reste prête à discuter l'accord d'association avec Kiev



Après plus de quatre semaines de protestation, des milliers de manifestants pro-européens se sont rassemblés le 15 décembre 2013 sur la place de l'Indépendance à Kiev demandant le départ du président ukrainien Viktor Yanoukovich et agitant des drapeaux (bleu et jaune) aux couleurs de l'Ukraine et de l'Europe. Ce grand rassemblement visait à mettre la pression sur le président attendu le 17 décembre à Moscou pour renforcer la coopération économique avec la Russie. Le sénateur américain John McCain a déclaré devant les manifestants qu'ils pouvaient compter sur le soutien des Etats-Unis. L'Union européenne a annoncé qu'elle restait prête à discuter de l'accord d'association mais qu'il fallait auparavant que Kiev clarifie ses

intentions. Le 13 décembre, l'oligarque ukrainien et homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, avait publié un communiqué dans lequel il apportait son soutien aux manifestants pro-européens. Le 16 décembre, les députés du parti des Régions au pouvoir ont réclamé au Premier ministre M. Azarov de procéder à un remaniement gouvernemental en raison de la crise politique qui agite le pays... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Espace :

Arianespace commande 18 fusées Ariane



Arianespace a signé le 14 décembre 2013 un contrat portant sur l'achat au constructeur Astrium de 18 lanceurs Ariane 5 supplémentaires, pour un montant total de plus de 2 milliards d'euros. Ils doivent être lancés à partir de 2017, et vont s'ajouter aux 35 qui avaient déjà été commandés en 2009. "Au terme d'une année record en prises de commandes, ce contrat garantit la pérennité de la filière Ariane tout en améliorant sa compétitivité : c'est donc un acte fort de confiance en l'avenir qui nous permettra d'offrir à nos clients le service le mieux adapté à leurs besoins", a commenté Stéphane Israël, PDG d'Arianespace... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Candidature au poste de Secrétaire général



La candidature de Jean-Claude Mignon, actuel président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au poste de Secrétaire général du Conseil de l'Europe, vient d'être avalisée par l'Élysée. Deux autres candidats officiels seront en lice : Thorbjorn Jagland, ancien président du parlement de Norvège et Secrétaire général du Conseil de l'Europe sortant, et Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, ex-ministre de la Justice de la République d'Allemagne. Le vote aura lieu en juin 2014... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapport :

Un écart de 16,2% entre la rémunération des hommes et des femmes



Le 9 décembre 2013, la Commission européenne indique qu'au sein de l'Union, un écart de 16,2% existe entre la rémunération des hommes et des femmes qui s'échelonne entre 27,3% en Estonie et 2,3% en Slovénie. Les chiffres indiquent une faible tendance à la baisse, avec une réduction de 1,1% entre 2008 et 2011. Le rapport révèle que la lutte contre l'écart de rémunération se heurte à la difficulté de mettre en oeuvre les règles d'égalité de paiement, et à la réticence des femmes à se pourvoir en justice. De plus, l'application effective du principe de l'égalité de rémunération est entravée par le manque de transparence des systèmes de rémunération, l'absence de critères clairs concernant l'égalité de rémunération, ainsi que par le manque d'informations claires pour les travailleurs victimes d'inégalités... [Lire la suite](#)

Des prévisions plutôt sombres pour l'économie chypriote



Le cabinet d'audit financier Ernst & Young a publié ses prévisions pour 2013 concernant plusieurs pays de la zone euro. En ce qui concerne Chypre, le cabinet prévoit une baisse de 8% du PIB en 2014 et de 2,7% en 2015, après une baisse de 7,3% en 2013. Le retour de la croissance est prévu pour l'année 2017. En raison de la consolidation budgétaire et des pertes d'emplois, les revenus des ménages devraient continuer à baisser. De même, les prévisions concernant l'investissement ne sont pas très optimistes... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Excédent de 17,2 milliards d'euros du commerce de biens dans la zone euro



Le 16 décembre 2013, Eurostat indique un excédent de 17,2 milliards d'euros pour le commerce international de biens de la zone euro et un excédent de 4,3 milliards d'euros pour l'Union européenne, au cours du mois d'octobre 2013. Par rapport à septembre 2013, les exportations corrigées des variations saisonnières d'octobre 2013 ont augmenté de 0,2%, tandis que les importations ont baissé de 1,2% dans la zone euro. Alors qu'au niveau de l'Union européenne, les exportations corrigées des variations saisonnières ont augmenté de 0,5%, tandis que les importations ont diminué de 0,8%... [Lire la suite](#)

Chute du revenu agricole en 2013



Eurostat a indiqué le 13 décembre 2013 que le revenu agricole avait diminué de 1,3% dans l'Union européenne en 2013, après avoir connu une hausse de 0,3% en 2012. Cette chute est due à la baisse du revenu agricole réel (-2,1%) qui s'accompagne d'une réduction de la main d'oeuvre agricole (-0,9%). Entre 2005 et 2013, le revenu agricole a augmenté dans l'Union de 29,2%, alors que la main d'oeuvre agricole a diminué de 20,8%... [Lire la suite](#)

Le PIB par habitant entre 70 et 130% de la moyenne de l'UE



Le 12 décembre 2013, Eurostat a indiqué qu'en 2012 le produit intérieur brut (PIB) par habitant, exprimé en standards de pouvoir d'achat, se situait entre 70% et 130% de la moyenne de l'Union européenne. L'Autriche, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, l'Allemagne et la Belgique se situaient aux environs de 20% à 30% au-dessus de la moyenne ; La France, le Royaume-Uni et l'Italie se situaient entre la moyenne et 10% au-dessus de celle-ci. En revanche, l'Espagne et Chypre se positionnaient entre la moyenne et 10% en-dessous ; tandis que Malte, la Slovaquie, et la République tchèque avaient un PIB entre 10% et 20% inférieur à la moyenne... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les citoyens de l'Union et le Parlement européen



Le 10 décembre 2013, le Parlement européen a publié le troisième volet de l'enquête Eurobaromètre sur le Parlement européen intitulé "Un an avant la tenue des élections européennes de 2014". Cette troisième étape indique que plus d'un tiers des Européens savent que les élections européennes auront lieu en mai 2014. Par ailleurs, l'image du Parlement européen s'est inversée, alors qu'elle était négative en novembre 2012, elle est positive. En revanche, l'intérêt pour les affaires européennes a baissé sensiblement entre novembre 2012 et juin 2013. Les personnes interrogées aimeraient avoir plus d'informations sur les débats portant sur la création de nouveaux emplois, sur les droits des citoyens européens et sur les solutions proposées par l'Union pour faire face à la crise. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sont considérées par les Européens comme la priorité... [Lire la suite](#)

Culture :

Felix van Groeningen remporte le Prix LUX 2013



Le prix LUX 2013 a été décerné le 11 décembre 2013, à Felix van Groeningen pour son film *Alabama Monroe* ("The Broken Circle Breakdown"). Le Prix LUX soutient les films qui mettent en lumière les valeurs et les questions sociales européennes. Le réalisateur Felix van Groeningen a déclaré : "C'est un honneur incroyable de savoir que les députés européens ont vraiment choisi mon film, qu'ils l'ont regardé et qu'ils ont voté pour moi. C'est pourquoi le Prix LUX est une excellente initiative qui vous permet de voir un film que vous n'auriez pas vu autrement"... [Lire la suite](#)

Appel de 562 écrivains pour le respect de la vie privée sur Internet



562 écrivains du monde entier, dont Günter Grass, Elfriede Jelinek et trois autres Prix Nobel de littérature, ont publié le 10 décembre 2013 dans 30 quotidiens internationaux un appel intitulé "Refusons la société de surveillance!". Les initiateurs de ce texte s'inquiètent de l'étendue de la "surveillance de masse" menée par les États et les entreprises grâce aux nouvelles avancées technologiques. Les signataires du texte appellent les Nations unies à créer une "déclaration internationale des droits numériques" et à tous les gouvernements à y adhérer... [Lire la suite](#)

Vienne-Berlin. L'art de deux métropoles.



La "Berlinische Galerie" présente jusqu'au 27 janvier 2014 une grande exposition, dédiée aux relations artistiques qu'entretenaient Vienne et Berlin de la fin du XIXe siècle aux années 1930. Ces quarante années ont été marquées, dans les deux pôles intellectuels du monde germanique, par trois mouvements artistiques majeurs : la Sécession,

l'expressionnisme et la Nouvelle Objectivité. La liste des artistes exposés est impressionnante : Max Beckmann, Otto Dix, George Grosz, Ernst-Ludwig Kirchner, Gustav Klimt, Oskar Kokoschka, Max Liebermann, Egon Schiele..... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



16 décembre
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"



16 et 17 décembre
Bruxelles
Conseil "Agriculture-Pêche"



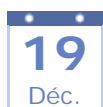
17 décembre
Bruxelles
Conseil "Affaires générales"

Paris
Conférence "La France, la Hongrie et l'Europe centrale"

Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe



18 décembre
Bruxelles
Conseil "Economie-Finances"



19-20 décembre
Bruxelles
Conseil européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Victoria de Posson, Anouk Richard

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)